

**Faculdade de Direito da USP – FDUSP**  
**Exame de seleção para a Pós-Graduação - 2008**

**F R A N C Ê S – 04/08/2007, às 14h**

A prova consta de tradução de um texto e 20 questões em forma de teste de múltipla escolha. A tradução vale 60% da prova, ficando os demais 40% para os testes.

### **Instruções**

- Só abra este caderno quando o fiscal autorizar.
- Em cada teste, há 5 alternativas, sendo correta apenas uma.
- Preencha completamente o alvéolo, utilizando necessariamente caneta esferográfica (azul ou preta).



Certo



Errado



Errado

- Não deixe questões em branco.
- A devolução do caderno, no final da prova, é obrigatória.
- No final da prova, poderá ser levado **somente** o gabarito.
- Duração da prova: 2h30min.
- Não será permitido o uso de dicionários.

A DIVULGAÇÃO DOS RESULTADOS DESTA PROVA OCORRERÁ NO DIA 03 DE SETEMBRO, NO SITE DA FUVEST ([www.fuvest.br](http://www.fuvest.br)). INFORMAÇÕES SOBRE A PROVA DISSERTATIVA DEVEM SER OBTIDAS JUNTO À COMISSÃO DE PÓS-GRADUAÇÃO DA FACULDADE DE DIREITO.

## TRADUÇÃO

### La Déclaration de Fribourg des Droits Culturels

Pourquoi une déclaration des droits culturels? A l'heure où les instruments normatifs relatifs aux droits de l'homme se sont multipliés avec une cohérence qui n'est pas toujours assurée, il peut sembler inopportun de proposer un nouveau texte. Néanmoins, face à la permanence des violations, au fait que les guerres actuelles et potentielles trouvent en grande partie leurs germes dans les violations de droits culturels, que nombre de stratégies de développement se sont révélées inadéquates par ignorance de ces mêmes droits, nous constatons que l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme souffrent toujours de la marginalisation des droits culturels.

Le récent développement de la protection de la diversité culturelle ne peut être compris, sous peine de relativisme, sans un ancrage dans l'ensemble indivisible et interdépendant des droits de l'homme, plus spécifiquement sans une clarification de l'importance des droits culturels.

La présente Déclaration rassemble et explicite les droits qui sont déjà reconnus, mais de façon dispersée dans de nombreux instruments. Son texte est une nouvelle version, profondément remaniée, d'un projet rédigé pour l'Unesco par le groupe de travail international, peu à peu appelé "groupe de Fribourg", car il est organisé à partir de l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme de l'Université de Fribourg, en Suisse. Issu d'un large débat mené avec des acteurs d'origines et de statuts très variés, cette Déclaration est confiée aux personnes, aux communautés, aux institutions et organisations qui entendent participer au développement des droits, libertés et responsabilités qu'elle énonce.

Apresentação da « **Déclaration de Fribourg** », aprovada no dia 7 de maio de 2007, em Friburgo (Suíça). Site da AIDH (Association Internet pour la Promotion des Droits de l'Homme - <http://www.aidh.org>), Genebra. Adaptado.

**ATENÇÃO:** A tradução não pode ultrapassar o espaço a ela destinado.

### CRITÉRIOS DE CORREÇÃO DA TRADUÇÃO

- ✓ Compreensão geral do texto
- ✓ Compreensão específica de termos e estruturas
- ✓ Legibilidade do texto em português

## FRANÇÊS

### TEXTO PARA AS QUESTÔES 1 A 7

Plus de 2.000 médecins et infirmières affirment avoir «aidé des patients à mourir avec décence», dans un manifeste en faveur de la dépénalisation de l'euthanasie à paraître jeudi dans le *Nouvel Observateur* et le quotidien *Sud-Ouest*.

«Tous les soignants ne sont pas confrontés à ce drame, mais la majorité de ceux qui assistent régulièrement leurs patients jusqu'à la mort utilisent, dans les circonstances décrites, des substances chimiques qui précipitent une fin devenue trop cruelle, tout en sachant que cette attitude est en désaccord avec la loi actuelle», affirment les signataires du manifeste.

Jugeant «insuffisantes» les améliorations apportées par la loi sur la fin de vie (loi Leonetti), d'avril 2005, ils relèvent que les «récentes mises en examen de médecins et d'infirmières ayant aidé leurs patients à mourir prouvent que la loi est toujours aussi répressive et injuste car en décalage avec la réalité médicale».

Ce texte est publié à quelques jours du procès, qui se tiendra la semaine prochaine à Périgueux, du Dr Laurence Tramois et de l'infirmière Chantal Chanel, accusées d'avoir donné la mort en 2003 à une femme, en phase terminale d'un cancer.

Les manifestants demandent «l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires à l'encontre des soignants mis en accusation», une «révision de la loi dans les plus brefs délais» à l'instar «des réformes déjà réalisées en Suisse, en Belgique et aux Pays-Bas», et des «moyens adaptés permettant d'accompagner les patients en fin de vie» en accordant à chacun «la dignité».

Cette initiative n'est pas sans rappeler un autre manifeste, dit «des 343 salopes» (des femmes célèbres et des femmes inconnues qui affirmaient avoir subi un avortement clandestin), publié en avril 1971 par le *Nouvel Observateur* pour lancer un appel à la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), qui sera obtenue en 1975.

*Libération*, 12/03/2007. Adaptado.

**01** Segundo o texto, em um recente abaixo-assinado, mais de 2.000 médicos e enfermeiras

- a) declararam-se a favor da utilização de drogas ilícitas na prática da medicina.
- b) exigiram a diminuição das penas para os profissionais que praticam a eutanásia.
- c) dividiram com pacientes e familiares a responsabilidade pela prática da eutanásia.
- d) sublinharam a distância entre a lei sobre o fim da vida e a realidade médica.
- e) pediram a libertação imediata dos profissionais médicos presos por eutanásia.

**02** Segundo o texto,

- a) médicos e enfermeiras do sudoeste da França têm praticado sistematicamente a eutanásia.
- b) a prática da eutanásia é autorizada para pacientes com câncer, na região de Périgueux.
- c) médicos e enfermeiras estão conscientes de praticar um ato ilegal ao cometer a eutanásia.
- d) a utilização de substâncias químicas para acelerar a morte de pacientes é uma prática francesa antiga.
- e) o abaixo-assinado aponta as dificuldades encontradas para dar uma morte digna aos pacientes.

**03** Segundo o texto, os manifestantes

- a) afirmam que há profissionais lutando contra a prática da eutanásia.
- b) julgam que as melhorias trazidas pela Lei Leonetti são insuficientes.
- c) apóiam o processo contra a médica Tramois e a enfermeira Chanel.
- d) querem reformas diferentes das realizadas na Suíça, Bélgica e Holanda.
- e) buscam uma individualização no tratamento de doentes terminais.

**04** Ao comparar o abaixo-assinado com um outro, de abril de 1971, o texto faz crer que a eutanásia

- a) deva ser debatida por toda a sociedade.
- b) tenha análise diferente daquela referente ao aborto.
- c) tenha possibilidade de ser legalizada no futuro.
- d) seja praticada por pessoas irresponsáveis.
- e) deva ter o apoio de pessoas famosas e artistas.

**05** Qual dos títulos abaixo mais se adapta a esse texto?

- a) A lei Leonetti no banco dos réus.
- b) Morte à lei Leonetti !
- c) Pela legalização do aborto e da eutanásia.
- d) Morte decente para doentes com câncer.
- e) Queremos morrer decentemente !

**06** Na linha 7 do texto, o pronome «*ceux*» na frase «*mais la majorité de ceux qui assistent régulièrement leurs patients jusqu'à la mort*» tem como referente

- a) signataires.
- b) substances.
- c) manifestants.
- d) circonstances.
- e) soignants.

**07** Na frase «*la loi est toujours aussi répressive et injuste car en décalage avec la réalité médicale*» (linhas 17 - 18), o termo «*car*» pode ter como sinônimo

- a) aussi.
- b) donc.
- c) pourtant.
- d) parce que.
- e) mais.

## TEXTO PARA AS QUESTÕES 8 A 14

5 La guerre sera longue si l'on en croit les adversaires du Projet de Loi sur la Prévention de la Délinquance. Rassemblés dans le Collectif National Unitaire de Résistance à la Délation (CNU), ils faisaient le point, lundi dernier, sur leurs actions alors que le texte ne terminera sa navette parlementaire à l'Assemblée qu'à partir du 13 février. «Le travail d'alerte de la population commence tout juste. C'est un projet de société, ça concerne tout le monde», a indiqué Hélène Franco, secrétaire général du Syndicat de la Magistrature (SM), qui fait partie de la vingtaine d'organisations que compte le collectif.

10 Le 23 janvier, plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Paris contre le projet de loi pour dénoncer une «loi liberticide». Adopté par le Sénat en deuxième lecture le 11 janvier, ce projet compte à ce stade une cinquantaine d'articles traitant aussi bien des pouvoirs du maire que de l'internement en hôpital psychiatrique, des mineurs, des toxicomanes, des chiens dangereux ou encore des gens du voyage. Il place notamment les maires au centre de la politique de prévention, et durcit les sanctions contre les mineurs. L'un des volets les plus contestés instaure la possibilité pour plusieurs corps de métiers de communiquer aux édiles des informations confidentielles, ce que craignent en particulier les travailleurs sociaux.

15 Le CNU entend mobiliser députés et sénateurs pour qu'ils saisissent le Conseil constitutionnel sur des points qui «remettent en cause le principe de respect de la vie privée», selon Hélène Franco. Il s'agit de deux fichiers instaurés par le texte. «Le premier concernerait les enfants scolarisés et mentionnerait la nationalité et la situation maritale des parents, indique-elle. Quelle en sera son utilisation quand il sera transmis au maire ? Le second fichier concernerait les personnes ayant fait l'objet d'une hospitalisation psychiatrique d'office et qui seraient fichées dans les cinq ans suivant leur sortie. La police et la justice y auraient accès.»

*Libération*, 31/01/2007. Adaptado.

**08** A respeito do projeto de lei sobre a prevenção da delinquência, o texto

- a) faz uma análise das sanções aos menores de idade, por ele impostas.
- b) faz um alerta à população sobre os riscos de sua implantação.
- c) analisa a ação de deputados e senadores para evitar sua promulgação.
- d) comenta suas contradições e falhas nos âmbitos municipal e escolar.
- e) narra a mobilização social empreendida contra alguns de seus itens.

**09** De acordo com o texto, o ponto mais criticado no projeto de lei refere-se

- a) à rígida punição para os menores infratores.
- b) à investigação de mães de menores infratores.
- c) à sanção contra a delação feita por educadores.
- d) ao poder de delação atribuído aos prefeitos.
- e) à transmissão de informações confidenciais a juízes.

**10** O CNU, segundo o texto,

- a) reúne organizações que lutam para aprovar, em primeira instância, o projeto de lei mencionado.
- b) reúne cerca de vinte organizações que se posicionam contra a prática da delação trazida pelo mencionado projeto de lei.
- c) é um sub-grupo do sindicato da magistratura que tenta impedir a adoção da lei sobre a prevenção da delinquência.
- d) reúne juízes e magistrados para analisar os pontos falhos da lei sobre a prevenção da delinquência.
- e) é um coletivo nacional de resistência organizado contra leis liberticidas e dirigido por Hélène Franco.

**11** O projeto de lei em questão

- a) tem cerca de cinquenta artigos referentes a temas ligados à infância.
- b) propõe a internação, em hospitais psiquiátricos, de menores infratores.
- c) trata, entre outros pontos, de cachorros perigosos e ciganos.
- d) instaura punições para organizações de trabalhadores sociais.
- e) coloca prefeitos no centro da política contra a delação.

**12** Segundo o texto, o projeto de lei fere o princípio de respeito à vida privada ao exigir

- a) o cadastramento de toxicômanos, de presos agressivos e de turistas.
- b) o controle dos doentes mentais internados em clínicas públicas.
- c) a inspeção de educadores e de profissionais da saúde.
- d) a indicação da nacionalidade e do estado civil dos pais de alunos.
- e) o exame, a cada cinco anos, de doentes mentais que tiveram alta.

**13** Na frase «*la police et la justice y auraient accès*» (linhas 37 - 38), o pronome «y» tem como referente

- a) le second fichier.
- b) les personnes.
- c) leur sortie.
- d) les enfants scolarisés.
- e) le maire.

**14** Na frase «*ils faisaient le point, lundi dernier, sur leurs actions*» (linhas 4 - 5), a expressão «*faisaient le point*» pode ter como tradução

- a) concluíam.
- b) avaliavam.
- c) preparavam.
- d) debatiam.
- e) questionavam.

## TEXTO PARA AS QUESTÕES 15 A 20

L'organisation non-gouvernementale (ONG) *Transparency International* a publié, jeudi 24 mai, son rapport annuel sur l'état mondial de la corruption, soulignant le mauvais fonctionnement des instances judiciaires de plusieurs pays, qui empêcheraient notamment le développement économique et multiplieraient les risques d'instabilité de ceux-ci.

L'ONG a étudié le système judiciaire de trente-sept pays, relevant en particulier une érosion des normes internationales dans des pays comme l'Argentine et la Russie, où les pouvoirs politiques ont accru leur influence sur le système judiciaire au cours des dernières années. Elle cite également les cas de l'Albanie, la Grèce, l'Indonésie, le Mexique, l'Égypte, le Maroc, le Pérou, Taïwan ou le Venezuela, où le recours aux pots-de-vin pour se voir ouvrir l'accès aux tribunaux ou pour obtenir une suite favorable à des plaintes est une pratique particulièrement courante.

Pour l'organisation de lutte contre la corruption, une justice vérolée "freine la capacité des États à lutter contre le crime et le terrorisme, ralentit le commerce et la croissance économique et refuse aux citoyens un règlement impartial de leurs contentieux avec des voisins ou les autorités". Pour mettre fin au système de pots-de-vin, elle préconise la mise en place d'autorités indépendantes chargées de la nomination de juges, choisis en fonction de leurs qualités, sur la base de critères publics et avec la participation de la société civile.

«Il n'existe pas de formule ou de pratiques magiques», souligne pourtant *Transparency International* en conclusion de son rapport, notant que ses recommandations peuvent servir de "guide" pour une réforme en vue de promouvoir l'indépendance et la responsabilité de la justice.

*Le Monde*, 24/05/2007. Adaptado.

**15** Segundo o texto, o relatório publicado por *Transparency International*

- a) destaca o mau funcionamento das instâncias jurídicas de vários países.
- b) busca resgatar a estabilidade política de países em desenvolvimento.
- c) estabelece um plano para reformas no sistema judiciário de vários países.
- d) traça metas para acabar com a corrupção de países em desenvolvimento.
- e) prega a luta contra o crime organizado e o terrorismo em vários países.

**16** De acordo com o texto, em vários países analisados,

- a) a corrupção está presente em todos os setores da sociedade.
- b) a corrupção está ligada à importação de bebidas alcoólicas.
- c) o acesso aos tribunais é obtido por meio de pagamento de propina.
- d) o poder judiciário está sob o controle dos cartéis de bebidas.
- e) a justiça não tem mais condições de lutar contra o terrorismo.

**17** Na frase « *multiplieraient les risques d'instabilité de ceux-ci.* » (linha 7), o pronome « *ceux-ci* » tem como referente

- a) rapport annuel.
- b) plusieurs pays.
- c) instances judiciaires.
- d) normes internationales.
- e) pouvoirs politiques.

**18** Segundo a ONG *Transparency International*, a corrupção

- a) invalida a luta contra o crime e o terrorismo.
- b) impede o diálogo entre cidadãos e autoridades.
- c) impede a independência e o valor da justiça.
- d) afeta os acordos políticos entre nações vizinhas.
- e) desacelera o comércio e o crescimento econômico.

**19** Segundo o texto, a ONG citada preconiza

- a) o envolvimento de juizes na vida pública.
- b) a eleição de juizes sem filiação política.
- c) a imparcialidade das investigações judiciárias.
- d) a nomeação de juizes por autoridades independentes.
- e) o aumento das investigações no judiciário.

**20** O termo « *pourtant* » na frase « *Il n'existe pas de formule ou de pratiques magiques* », souligne pourtant *Transparency International* » (linhas 29 - 30) pode ter como sinônimo

- a) cependant.
- b) donc.
- c) autrefois.
- d) de même.
- e) finalement.